

23 février 2024

(24-1663)

Page: 1/15

**Conférence ministérielle  
Treizième session  
Abou Dhabi, 26-29 février 2024**

Original: anglais

## **DIALOGUE SUR LA POLLUTION PAR LES PLASTIQUES ET LE COMMERCE DES PLASTIQUES ÉCOLOGIQUEMENT DURABLE**

### **DÉCLARATION MINISTÉRIELLE SUR LA POLLUTION PAR LES PLASTIQUES ET LE COMMERCE DES PLASTIQUES ÉCOLOGIQUEMENT DURABLE**

La communication ci-après, datée du 23 février 2024, est distribuée à la demande des Ministres des coordonnateurs du Dialogue sur la pollution par les plastiques et le commerce des plastiques écologiquement durable: Australie, Barbade, Chine, Équateur, Fidji et Maroc.

---

*Rappelant* que l'Accord de Marrakech instituant l'OMC reconnaît le rôle du commerce dans la réalisation de l'objectif de développement durable, ainsi que la nécessité de protéger et préserver l'environnement et de renforcer les moyens d'y parvenir d'une manière qui soit compatible avec les besoins et soucis respectifs des Membres de l'OMC à différents niveaux de développement économique,

*Exprimant* notre vive préoccupation concernant les trois défis environnementaux mondiaux que représentent la perte de biodiversité, la pollution et les changements climatiques et catastrophes connexes, et *reconnaissant* que ces défis sont liés entre eux, se renforcent mutuellement et sont dans une large mesure induits par des modes de consommation, de production et d'élimination non durables et les coûts économiques et sanitaires connexes,

*Conscients de* l'incidence négative que la pollution par les plastiques a sur l'environnement, en particulier dans les petites économies vulnérables (PEV) et les petits États insulaires en développement (PEID), ainsi que sur toutes les économies, y compris l'économie bleue, et sur la santé humaine, tout en reconnaissant le rôle important que jouent les plastiques dans la société,

*Reconnaissant* la nature transfrontalière de la pollution par les plastiques, des déchets plastiques et du commerce des plastiques, qui fait qu'il est crucial pour les Membres de coopérer et de coordonner leurs efforts pour s'attaquer à la crise de la pollution par les plastiques et à ses effets défavorables sur l'environnement et la santé humaine, et reconnaissant la nécessité de plus en plus urgente de faire face à cette crise, la nécessité d'une action coordonnée dans tous les domaines et la nécessité d'évaluer et d'examiner régulièrement les approches au regard des évolutions de la science, de la technologie et des connaissances,

*Nous félicitant* de la conclusion rapide d'un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution par les plastiques, y compris dans le milieu marin, qui vise à protéger la santé humaine et l'environnement, conformément à la résolution 5/14 de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement intitulée "Mettre fin à la pollution plastique", reconnaissant les efforts déployés par le Comité intergouvernemental de négociation (CIN) pour achever ses travaux d'ici à la fin de 2024 et sans préjudice des négociations en cours, et prenant note de l'appel lancé dans la résolution à poursuivre les activités en les intensifiant et à adopter des mesures volontaires pour lutter contre la pollution par les plastiques,

*Conscients* des efforts menés dans le cadre des Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm (BRS) et nous félicitant de l'adoption, dans le cadre de la Convention de Bâle, des Directives

techniques sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets plastiques et de la décision concernant la mise à jour, dans le cadre de la Convention de Stockholm, de l'annexe A par l'ajout de deux substances chimiques utilisées comme additifs plastiques, qui encouragent la coopération internationale et les progrès en vue d'une gestion écologiquement rationnelle et sûre des déchets plastiques,

*Soulignant* l'importance de la contribution du système commercial multilatéral fondé sur des règles, qui a l'OMC en son centre, ainsi que de la coopération dans le domaine du commerce aux efforts mondiaux visant à mettre fin à la pollution par les plastiques, notamment par l'élaboration et la mise en œuvre de mesures concernant les plastiques et liées au commerce pertinentes et le renforcement de la transparence tout au long du cycle de vie des plastiques, en particulier pour ce qui est de soutenir les efforts déployés par les Membres en développement pour lutter contre la pollution par les plastiques,

*Conscients* des efforts menés actuellement aux niveaux international, régional et national pour lutter contre la pollution par les plastiques et de la contribution d'un grand nombre de ces processus et des parties prenantes pertinentes au Dialogue,

*Réaffirmant* la Déclaration ministérielle du Dialogue ([WT/MIN\(21\)/8/Rev.2](#)), présentée le 10 décembre 2021, qui engageait les coauteurs à œuvrer à l'obtention de "résultats concrets, pragmatiques et efficaces" sur les aspects de la pollution par les plastiques liés au commerce afin de contribuer à la réponse mondiale visant à mettre fin à la pollution par les plastiques dans les domaines d'action de fond énoncés ultérieurement dans le plan du Dialogue ([INF/TE/IDP/W/5](#)): questions transversales, y compris renforcement des capacités et assistance technique, coopération internationale, transparence et données; réduction et circularité pour lutter contre la pollution plastique; et promotion du commerce pour lutter contre la pollution plastique,

*Soulignant* les progrès des travaux collectifs du Dialogue depuis son lancement, y compris:

- les travaux et discussions techniques de fond du Dialogue, mettant à profit les compétences des délégations et des parties prenantes pertinentes, qui ont contribué à faire progresser notre connaissance collective des intersections entre le commerce, les politiques commerciales et la pollution par les plastiques, pour chacun des axes de travail du Dialogue, et ont facilité la production de plusieurs résultats du Dialogue, comme ceux qui figurent dans la compilation ouverte, exemplative, non exhaustive et évolutive de suggestions, pratiques, options et possibilités annexée à la présente déclaration, ainsi que de documents d'information, de résumés et rapports factuels, d'ateliers spécialisés, d'études et de communications;
- la coopération accrue, étroite et constructive avec d'autres initiatives et institutions internationales et régionales, par exemple avec le Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, notamment dans le milieu marin (CIN), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation mondiale des douanes (OMD), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les Conventions BRS, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation internationale de normalisation (ISO), l'Organisation internationale pour le bambou et le rotin (INBAR), le Groupe de la Banque mondiale, l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et diverses organisations concernées participant aux travaux du Dialogue.

**Nous sommes par conséquent parvenus à un accord sur les points suivants.**

Nous continuerons de coopérer sur la base des principes communs suivants:

- mettre l'accent sur les actions liés au commerce dans le cadre des règles et mécanismes de l'OMC que les Membres participants pourraient aborder et mener collectivement et individuellement pour soutenir les efforts mondiaux visant à mettre fin à la pollution par les plastiques;

- approfondir la coopération et la collaboration avec d'autres organisations, secrétariats et processus internationaux; garantir la cohérence et la complémentarité; éviter les doubles emplois; et faire en sorte que nos travaux soient éclairés par les négociations en cours au CIN et la mise en œuvre des accords environnementaux multilatéraux pertinents, qu'ils appuient ces deux processus et qu'ils tiennent compte des évolutions techniques et scientifiques pertinentes;
- approfondir la coopération pour remédier aux difficultés auxquelles font face les Membres de l'OMC, en particulier les Membres en développement, les PMA, les PEV, les PEID et les pays en développement sans littoral (PDSL), en ce qui concerne les aspects de la pollution par les plastiques liés au commerce et les objectifs de développement durable;
- souligner le rôle de la coopération multilatérale liée au commerce, y compris dans la promotion de la transparence et de pratiques durables aux fins de la lutte contre la pollution par les plastiques;
- maintenir un dialogue ouvert, inclusif et transparent avec tous les Membres de l'OMC, les comités de l'OMC compétents et toutes les parties prenantes pertinentes;
- poursuivre nos efforts pour étudier plus avant les liens mutuels entre la pollution par les plastiques et le commerce.

Nous convenons de l'importance de la coopération internationale pour les actions suivantes et de la poursuite de ces actions, y compris de manière volontaire, individuellement et collectivement, dans un esprit de coopération internationale, tout en reconnaissant qu'il existe des difficultés et priorités nationales différentes en matière d'action:

- améliorer la transparence, la surveillance et la compréhension des flux commerciaux tout au long de la chaîne de valeur des plastiques, y compris les flux de plastiques à usage unique, de pellicules en plastique et de plastiques difficiles à recycler;
- répondre aux besoins en matière de renforcement des capacités et d'assistance technique liés au commerce des Membres en développement, Membres les moins avancés, des PEV et des PEID, y compris par la mise en œuvre de l'Aide pour le commerce, et faciliter les efforts actuellement déployés pour mettre en rapport les possibilités de financement existantes et les besoins spécifiques liés au commerce indiqués par les Membres en développement de manière plus efficace afin de lutter contre la pollution par les plastiques;
- promouvoir les politiques ou les mesures liées au commerce coopératives et efficaces, mises en œuvre pour soutenir les efforts déployés pour réduire les plastiques et produits en plastique nocifs pour l'environnement ou la santé humaine, ou les plastiques à usage unique et emballages en plastique non nécessaires associés au commerce international qui ne sont pas essentiels à des fins médicales ou sanitaires;
- promouvoir les politiques ou les mesures liées au commerce coopératives et efficaces pour faire face aux répercussions environnementales et sociales et sur la santé humaine, ainsi qu'aux fuites tout au long du cycle de vie des matières plastiques, des produits en plastique et de leurs composants;
- promouvoir la coopération en matière de commerce contribuant à mettre fin à la pollution par les plastiques, y compris le commerce de substituts non plastiques efficaces, sûrs et respectueux de l'environnement, en tenant compte de données et de connaissances scientifiques; de produits de remplacement en plastique efficaces, sûrs et respectueux de l'environnement; ainsi que de systèmes de réutilisation, de réparation et de remplissage; et de services et technologies permettant notamment d'améliorer la transparence et les activités de gestion et de dépollution des déchets, de manières qui tiennent compte de la hiérarchie des déchets et soient adaptées aux circonstances et besoins de développement locaux, et conformément aux Directives techniques pour une gestion écologiquement rationnelle des déchets de la Convention de Bâle;

- promouvoir la coopération liée au commerce en vue de contribuer au contrôle de la circulation transfrontières de la pollution plastique, y compris au moyen, par exemple, de la mise en œuvre effective par les Parties des amendements à la Convention de Bâle concernant les déchets plastiques et des Directives techniques y afférentes sur les plastiques, dans les cas où cela sera pertinent pour la coopération internationale et les progrès vers une gestion écologiquement rationnelle et sûre des déchets plastiques.

En ce qui concerne chacune des actions susmentionnées, une compilation factuelle des actions, des politiques et des mesures identifiées dans les discussions et les enquêtes menées dans le cadre du Dialogue, et appliquées ou proposées par les Membres pour réduire la pollution par les plastiques, est annexée à la présente Déclaration.

Cette compilation sera actualisée périodiquement en fonction des efforts et des résultats mondiaux, régionaux et nationaux, y compris les moyens de mise en œuvre, et des évolutions techniques et scientifiques.

Nous continuerons de tenir des discussions spécifiques en vue d'identifier les meilleures pratiques et de partager des données d'expérience sur tous les sujets identifiés par le Dialogue. Celui-ci s'efforcera de présenter une mise à jour d'un plan pour l'avenir dans les mois qui suivront la CM13. Nous attendrons avec intérêt de nouveaux résultats concrets, pragmatiques et efficaces concernant ces actions et points convenus au plus tard pour la CM14. Dans le cadre de ce processus, nous tiendrons compte des résultats des négociations menées au CIN concernant l'instrument international juridiquement contraignant sur la pollution par les plastiques, y compris pour actualiser la compilation.

---

---

**COMPILATIONS ANNEXÉES À LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE**

---

Les compilations factuelles présentées ci-après n'impliquent pas une acceptation des pratiques d'un Membre en particulier et n'affectent ni le cadre réglementaire ni les pratiques de chaque Membre.

---

**COMPILATION FACTUELLE I – COMPILATION OUVERTE, EXEMPLATIVE, NON EXHAUSTIVE ET ÉVOLUTIVE CONCERNANT LES EFFORTS ET ACTIONS POSSIBLES EN MATIÈRE DE TRANSPARENCE LIÉE AU COMMERCE IDENTIFIÉS**

1. Dans le cadre des travaux du Dialogue, les délégations et les parties prenantes pertinentes ont largement présenté les politiques et approches concernant les plastiques et liées au commerce suivies par leur pays pour lutter contre la pollution plastique, notamment leurs efforts visant à améliorer la transparence, la surveillance et la compréhension des flux commerciaux tout au long du cycle de vie des plastiques, y compris les flux de plastiques intégrés dans les marchandises faisant l'objet d'échanges internationaux ou associés à celles-ci, ainsi que des produits de remplacement des plastiques et des substituts non plastiques et les mesures commerciales connexes. Il a été rendu compte de ces discussions dans les résumés informels et aide-mémoire établis par les coordonnateurs et les facilitateurs du Dialogue, dans les documents de séance contenant des études et des exposés produits pour les réunions ainsi que dans les résumés factuels des discussions techniques au titre des axes de travail sur la réduction ([INF/TE/IDP/RD/125](#)) et la promotion ([INF/TE/IDP/RD/88/Rev.1](#)).<sup>1</sup> Les délégations ont en outre présenté les mesures concernant les plastiques et liées au commerce adoptées par leur pays dans le cadre d'une enquête spécifique, dont les résultats ont été compilés dans le rapport du Dialogue sur les mesures concernant les plastiques et liées au commerce ([INF/TE/IDP/W/11](#)).

2. Conformément à ces travaux, et compte tenu de la nécessité d'actualiser périodiquement cette compilation en fonction des efforts et des résultats mondiaux, régionaux et nationaux, y compris dans le cadre d'autres processus internationaux, ainsi que des évolutions techniques et scientifiques, la compilation ouverte, exemplative, non exhaustive et évolutive des suggestions et pratiques ci-après a été élaborée sur la base des efforts et approches en matière de transparence liée au commerce identifiés dans l'enquête et lors des discussions dans le cadre du Dialogue:

- a. Soutenir les efforts entrepris à l'OMD pour améliorer la coopération internationale en ce qui concerne la classification des plastiques et produits en plastique, ainsi que des éventuels produits de remplacement des plastiques et substituts non plastiques, afin de favoriser la surveillance et la réglementation du commerce tout au long de leur cycle de vie.
- b. Améliorer la précision de la désignation des marchandises/produits visés dans la classification douanière nationale afin de faciliter au mieux la surveillance, l'évaluation, la déclaration et la réglementation du commerce des polymères, des produits chimiques, des additifs, des matières plastiques et des produits en plastique, et d'explorer les possibilités d'actions individuelles et collectives pour améliorer cette transparence dans l'économie des plastiques.
- c. Identifier les solutions douanières et les solutions technologiques connexes qui peuvent favoriser la transparence des flux commerciaux tout au long du cycle de vie des plastiques.
- d. Promouvoir la coopération, y compris avec le secteur privé, sur les normes, les identifiants de produits et les autres applications qui peuvent favoriser la transparence des flux commerciaux tout au long du cycle de vie des plastiques.

---

<sup>1</sup> Ces documents sont disponibles sur le site Web consacré au Dialogue:  
[https://www.wto.org/french/tratop\\_f/ppesp\\_f/xppesp\\_f/ppesp\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/ppesp_f/xppesp_f/ppesp_f.htm).

- e. Améliorer la compréhension et la transparence des mesures concernant les plastiques et liées au commerce, et renforcer la coopération et l'apprentissage par les pairs, y compris:
- en actualisant régulièrement l'enquête sur les mesures concernant les plastiques et liées au commerce, notamment avec des projets de mesures ou des mesures projetées;
  - en échangeant des données d'expérience aux niveaux national, régional et international afin d'établir, chaque fois que cela sera approprié et réalisable, des compilations recensant des approches spécifiques en matière de politique commerciale;
  - en intensifiant les efforts visant à identifier et à faire connaître les mesures concernant les plastiques et liées au commerce qui actuellement n'apparaissent pas clairement dans l'enquête, y compris les subventions, les mesures de soutien, les taxes intérieures et les systèmes de responsabilité élargie des producteurs (REP);
  - en fournissant des renseignements structurés sur les mesures concernant les plastiques et liées au commerce et des questions connexes dans les examens des politiques commerciales.
-

**COMPILATION FACTUELLE II – COMPILATION OUVERTE, EXEMPLATIVE, NON EXHAUSTIVE ET ÉVOLUTIVE CONCERNANT LES BESOINS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES, PAYS LES MOINS AVANCÉS MEMBRES ET PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT (PEID) EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉS AU COMMERCE IDENTIFIÉS LORS DES DISCUSSIONS DANS LE CADRE DU DIALOGUE**

1. Dans le cadre des travaux du Dialogue, les délégations et les parties prenantes pertinentes ont largement présenté les politiques et approches concernant les plastiques et liées au commerce suivies par leur pays pour lutter contre la pollution, y compris leurs besoins en matière de renforcement des capacités et d'assistance technique liés au commerce. Il a été rendu compte de ces discussions dans les résumés informels et aide-mémoire établis par les coordonnateurs et les facilitateurs du Dialogue, dans les documents de séance contenant des études et des exposés produits pour les réunions ainsi que dans les résumés factuels des discussions techniques au titre des axes de travail sur la réduction ([INF/TE/IDP/RD/125](#)) et la promotion ([INF/TE/IDP/RD/88/Rev.1](#)).<sup>2</sup> Les délégations ont en outre présenté les évaluations des besoins de leur pays en matière d'Aide pour le commerce ainsi que les approches suivies et les suggestions en la matière dans le cadre d'une enquête spécifique, dont les résultats ont été compilés dans le rapport du Dialogue sur l'évaluation de l'Aide pour le commerce ([INF/TE/IDP/W/12](#)).

2. Conformément à ces travaux, et compte tenu de la nécessité d'actualiser périodiquement cette compilation en fonction des efforts et des résultats mondiaux, régionaux et nationaux, y compris dans le cadre d'autres processus internationaux, ainsi que des évolutions techniques et scientifiques, la compilation ouverte, exemplative, non exhaustive et évolutive ci-après des suggestions et pratiques a été élaborée sur la base des besoins et approches les plus souvent identifiés dans l'enquête et lors des discussions dans le cadre du Dialogue:

- a. Renforcer la coopération avec les institutions identifiées jusqu'à présent dans les discussions qui mènent ou soutiennent des projets d'assistance technique et de renforcement des capacités visant à lutter contre la pollution plastique comportant des éléments liés au commerce, y compris les suivantes: la CNUCED; le PNUE; la Convention BRS; l'OMD; la Banque mondiale; le FEM; l'OMS; la FAO; l'ISO; l'ONUDI; le PNUD; l'OMI; INTERPOL; l'ONUDC; l'OCDE; l'ALADI; la Banque interaméricaine de développement; la Banque européenne d'investissement; le Programme d'infrastructure dans la région du Pacifique; l'Organisation des douanes d'Océanie; le Secrétariat du Programme environnemental régional du Pacifique; le WEF; l'UICN et le WWF.
- b. Associer les parties prenantes pertinentes aux discussions et activités en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités, y compris des représentants de la société civile, des milieux universitaires, des entreprises, des associations professionnelles, des chambres de commerce, des organisations régionales et internationales, des institutions financières et des institutions de recherche.
- c. Mener les actions ci-après pour aider à mieux identifier les projets et les besoins en matière d'Aide pour le commerce liés aux matières plastiques dans le cadre de l'Examen global de l'Aide pour le commerce, et à accroître la participation des Membres au processus:
  - classer au préalable les programmes existants liés aux matières plastiques pour mieux identifier leur nature, leur portée et leurs liens avec le commerce;
  - partager des études de cas, des données d'expérience et des enseignements sur les difficultés en ce qui concerne la mise en œuvre des programmes, politiques, activités et efforts au niveau national, et établir les bonnes pratiques des Membres sur une plate-forme publique;
  - renforcer les discussions à ce sujet dans le cadre du Dialogue, intégrer les conclusions dans l'examen de l'Aide pour le commerce et accorder une place prioritaire à la pollution plastique dans les stratégies d'Aide pour le commerce;
  - introduire des questions permettant la soumission de contributions sur les priorités et besoins des Membres s'agissant des programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités spécifiques ou complémentaires dans le domaine des plastiques et de la pollution plastique;

<sup>2</sup> Ces documents sont disponibles sur le site Web consacré au Dialogue:  
[https://www.wto.org/french/tratop\\_f/ppesp\\_f/xppesp\\_f/ppesp\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/ppesp_f/xppesp_f/ppesp_f.htm).

- introduire des questions permettant aux Membres ainsi qu'aux institutions et organisations donatrices régionales et internationales de communiquer des renseignements spécifiques sur les programmes existants d'Aide pour le commerce qui visent à lutter contre la pollution plastique;
  - organiser des ateliers de formation et de renforcement des capacités (techniques et non techniques) pour les délégués;
  - renforcer la collaboration du Secrétariat de l'OMC avec l'OCDE et d'autres institutions, y compris des organisations régionales, identifiées dans les discussions pour améliorer la transparence des renseignements sur l'Aide pour le commerce en lien avec la pollution plastique, tout en évitant la duplication des travaux.
- d. Domaines prioritaires dans le traitement des aspects de la pollution plastique liés au commerce identifiés par les répondants à l'enquête sur l'Aide pour le commerce (par ordre de fréquence des réponses):
- améliorer la gestion, la récupération et le recyclage écologiquement rationnels des plastiques;
  - évoluer vers des économies des plastiques plus circulaires;
  - concevoir et mettre en œuvre des politiques commerciales pour lutter contre la pollution plastique;
  - faciliter l'accès à des technologies clés;
  - développer le commerce des substituts non plastiques et des produits de remplacement des plastiques écologiquement durables et efficaces;
  - développer et renforcer les capacités locales à produire des substituts non plastiques et des produits de remplacement des plastiques à usage unique écologiquement durables et efficaces;
  - encourager la collaboration avec les parties prenantes pertinentes par l'intermédiaire, entre autres choses, de l'échange de connaissances et de données d'expérience en matière de mise au point de substituts non plastiques et de produits de remplacement des plastiques à usage unique écologiquement durables et efficaces (y compris peu coûteux et fonctionnellement efficaces) et d'accès à ceux-ci.
- e. Besoins et difficultés spécifiques pour faire face aux aspects de la pollution plastique liés au commerce identifiés par les répondants aux enquêtes sur l'Aide pour le commerce et sur les mesures concernant les plastiques et liées au commerce (par ordre de fréquence des réponses):
- participation du secteur privé national et partenariats
  - accès aux technologies
  - participation de la société civile, y compris des parties prenantes locales et nationales
  - assistance technique pour la mise en œuvre des politiques
  - aide financière et aide à l'investissement
  - assistance technique pour l'élaboration des politiques
  - coopération des acteurs de la chaîne de valeur (y compris les exportateurs)
  - certification, essais et métrologie
  - coopération régionale
  - coopération des Membres exportateurs et importateurs
  - difficultés douanières
-



---

**COMPILATION FACTUELLE III – COMPILATION OUVERTE, EXEMPLATIVE, NON EXHAUSTIVE ET ÉVOLUTIVE CONCERNANT LES PRODUITS LES PLUS SOUVENT VISÉS PAR LES MESURES CONCERNANT LES PLASTIQUES ET LIÉES AU COMMERCE ET IDENTIFIÉS LORS DES DISCUSSIONS DANS LE CADRE DU DIALOGUE**

1. Dans le cadre des travaux du Dialogue, les délégations et les parties prenantes ont largement présenté les politiques et approches concernant les plastiques et liées au commerce suivies par leur pays pour lutter contre la pollution. Il a été rendu compte de ces discussions dans les résumés informels et aide-mémoire établis par les coordonnateurs et les facilitateurs du Dialogue, dans les documents de séance contenant des études et des exposés produits pour les réunions ainsi que dans le résumé factuel des discussions techniques au titre de l'axe de travail sur la réduction ([INF/TE/IDP/RD/125](#)).<sup>3</sup> Les délégations ont en outre présenté les mesures concernant les plastiques et liées au commerce adoptées par leur pays dans le cadre d'une enquête spécifique, dont les résultats ont été compilés dans le rapport du Dialogue sur les mesures concernant les plastiques et liées au commerce ([INF/TE/IDP/W/11](#)).

2. Conformément à ces travaux, et compte tenu de la nécessité d'actualiser périodiquement cette compilation en fonction des efforts et des résultats mondiaux, régionaux et nationaux, y compris dans le cadre d'autres processus internationaux, ainsi que des évolutions techniques et scientifiques, la compilation ouverte, exemplative, non exhaustive et évolutive ci-après a été élaborée sur la base des plastiques et produits en plastique spécifiques les plus souvent identifiés dans les mesures concernant les plastiques et liées au commerce et lors des discussions dans le cadre du Dialogue:

- a. Biens spécifiques les plus souvent visés par les mesures concernant les plastiques et liées au commerce et cités lors des discussions dans le cadre du Dialogue (par ordre de fréquence):
- emballage
  - produits en plastique à usage unique (en général)
  - déchets et débris
  - sacs en plastique (à usage unique)
  - vaisselle
  - contenants alimentaires
  - (produits contenant des) matières plastiques recyclées (par exemple pour assurer la sécurité sanitaire des produits alimentaires)
  - pailles
  - gobelets
  - polystyrène (expansé)
  - bouteilles
  - films
  - (microbilles dans les) produits d'hygiène
  - cotons-tiges
  - agitateurs pour boissons
  - couvercles en plastique
  - sachets
  - pneus
  - (composants en plastique utilisés en) électronique
  - textiles
  - PVC
  - matériel de pêche
- 

---

<sup>3</sup> Ces documents sont disponibles sur le site Web consacré au Dialogue:  
[https://www.wto.org/french/tratop\\_f/ppesp\\_f/xppesp\\_f/ppesp\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/ppesp_f/xppesp_f/ppesp_f.htm).

## **COMPILATION FACTUELLE IV – COMPILATION OUVERTE, EXEMPLATIVE, NON EXHAUSTIVE ET ÉVOLUTIVE DES MESURES CONCERNANT LES PLASTIQUES ET LIÉES AU COMMERCE EN MATIÈRE DE RÉDUCTION ET AUTRES APPROCHES**

1. Dans le cadre des travaux du Dialogue, les délégations et les parties prenantes ont largement présenté les politiques et approches concernant les plastiques et liées au commerce suivies par leur pays pour lutter contre la pollution. Il a été rendu compte de ces discussions dans les résumés informels et aide-mémoire établis par les coordonnateurs et les facilitateurs du Dialogue, dans les documents de séance contenant des études et des exposés produits pour les réunions ainsi que dans le résumé factuel des discussions techniques au titre de l'axe de travail sur la réduction ([INF/TE/IDP/RD/125](#)).<sup>4</sup> Les délégations ont en outre présenté les mesures concernant les plastiques et liées au commerce adoptées par leur pays dans le cadre d'une enquête spécifique, dont les résultats ont été compilés dans le rapport du Dialogue sur les mesures concernant les plastiques et liées au commerce ([INF/TE/IDP/W/11](#)).

2. Conformément à ces travaux, et compte tenu de la nécessité d'actualiser périodiquement cette compilation en fonction des efforts et des résultats mondiaux, régionaux et nationaux, y compris dans le cadre d'autres processus internationaux, ainsi que des évolutions techniques et scientifiques, la compilation ouverte, exemplative, non exhaustive et évolutive ci-après a été élaborée sur la base des mesures spécifiques concernant les plastiques et liées au commerce les plus souvent identifiées dans l'enquête sur les mesures concernant les plastiques et liées au commerce et lors des discussions dans le cadre du Dialogue, et de possibilités d'actions liées au commerce:

- a. Types de mesures concernant les plastiques et liées au commerce les plus souvent identifiés dans l'enquête et cités lors des discussions dans le cadre du Dialogue (par ordre de fréquence):
  - Règlements ou spécifications techniques (et procédures d'évaluation de la conformité connexes), visant généralement les objectifs suivants:
    - prescriptions en matière d'écoconception et d'étiquetage (par exemple pour faciliter le recyclage, la réutilisation, la réduction des emballages non nécessaires, la communication de renseignements sur la composition matérielle et les *additifs*, ainsi que la transparence);
    - objectifs en matière de recyclage et/ou prescriptions relatives à la recyclabilité;
    - gestion des déchets (y compris leur mouvement transfrontières) et prévention des fuites (prescriptions en matière de dégradabilité/compostabilité);
    - gestion des substances chimiques, toxiques et dangereuses;
    - prescriptions en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, en particulier pour les marchandises contenant des matières recyclées.
  - Interdictions/prohibitions, visant généralement les objectifs suivants:
    - restrictions concernant les plastiques à usage unique et autres marchandises (parfois assorties d'exceptions pour les produits médicaux, les produits certifiés dégradables et/ou compostables, ou prenant en compte des facteurs socioéconomiques);
    - gestion des déchets (y compris leur mouvement transfrontières) et prévention des fuites (par exemple interdictions des importations et des exportations de déchets fondées sur la Convention de Bâle, y compris lorsque la destination finale/l'élimination définitive ne peut pas être vérifiée);
    - gestion des substances chimiques, toxiques et dangereuses (par exemple en prohibant l'ajout de microplastiques dans certaines marchandises ou en ciblant certains polymères ou additifs tels que ceux qui relèvent de la Convention de Stockholm).
  - Licences d'importation et d'exportation, visant généralement les objectifs suivants:

<sup>4</sup> Ces documents sont disponibles sur le site Web consacré au Dialogue:  
[https://www.wto.org/french/tratop\\_f/ppesp\\_f/xppesp\\_f/ppesp\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/ppesp_f/xppesp_f/ppesp_f.htm).

- 
- gestion des déchets (y compris leur mouvement transfrontières) et prévention des fuites (par exemple mise en œuvre des prescriptions relatives au consentement préalable donné en connaissance de cause de la Convention de Bâle, ou à des fins de vérification de la recyclabilité ou de la dégradabilité des déchets et d'autres critères);
  - lutte contre les plastiques à usage unique et autres marchandises (par exemple pour contribuer à la mise en œuvre de restrictions concernant les produits à usage unique, y compris en imposant un suivi des intrants en amont);
  - gestion des substances chimiques, toxiques et dangereuses (par exemple pour aider à mettre en œuvre des contrôles pour les substances chimiques et les additifs et à vérifier les critères de dangerosité pour les matières plastiques recyclées).
- Taxes intérieures, visant généralement les objectifs suivants:
    - redevances (applicables aux marchandises, aux services ou sur une base sectorielle) pour financer des activités et des objectifs en matière de collecte, de réaffectation et de recyclage (et promouvoir la réutilisation ainsi que les systèmes de recharge);
    - frais (remboursables) applicables aux produits à usage unique (comme les sacs) afin de réduire leur consommation, de promouvoir des marchandises réutilisables et de faciliter la collecte.
  - Systèmes de REP, visant généralement les objectifs suivants:
    - gestion des déchets (y compris leur mouvement transfrontières) et prévention des fuites;
    - amélioration des taux de collecte et de recyclage;
    - stimulation de l'innovation en matière d'écoconception;
    - promotion des systèmes de réutilisation/recharge.
- b. Possibilités d'actions liées au commerce citées lors des discussions dans le cadre du Dialogue:
- aligner les prescriptions et les restrictions prévues dans les principales mesures concernant les plastiques et liées au commerce (par exemple celles qui ciblent les sacs en plastique à usage unique) afin de faciliter leur mise en œuvre, de lutter contre le commerce illicite et d'améliorer la mise sur le marché des substituts non plastiques et des produits de remplacement des plastiques;
  - étendre aux exportations les restrictions qui actuellement ne sont applicables qu'à la consommation intérieure et/ou aux importations;
  - étendre à la production nationale et à la consommation intérieure les restrictions qui sont actuellement applicables aux importations et/ou aux exportations;
  - à la suite d'une demande spécifique, appliquer des restrictions équivalentes aux exportations de matières plastiques et de produits en plastique, y compris les déchets et additifs, aux pays et aux régions ayant imposé des restrictions concernant ces produits;
  - réviser et continuer d'appliquer les systèmes de REP concernant les exportations, y compris à la fin de vie;
  - examiner et réaligner les profils tarifaires pour établir des conditions d'égalité entre les matières plastiques et les substituts non plastiques et produits de remplacement des plastiques;
  - accorder la priorité à l'élaboration de critères internationaux applicables aux substituts non plastiques ainsi qu'aux produits de remplacement des plastiques durables et sûrs;
  - privilégier les substituts non plastiques et les produits de remplacement des plastiques durables et sûrs dans les appels d'offre publics;
  - promouvoir l'écoconception/une conception durable des produits afin de faciliter la réduction des matériaux utilisés et leur réutilisation, recharge, remise à neuf, remanufacturation ou recyclage.
-

**COMPILATION FACTUELLE V – COMPILATION OUVERTE, EXEMPLATIVE, NON EXHAUSTIVE ET ÉVOLUTIVE CONCERNANT LES PRODUITS DE REMPLACEMENT DES PLASTIQUES ET LES SUBSTITUTS NON PLASTIQUES ET AUTRES BIENS, SERVICES ET TECHNOLOGIES PERTINENTS LES PLUS SOUVENT VISÉS PAR LES MESURES CONCERNANT LES PLASTIQUES ET LIÉES AU COMMERCE ET IDENTIFIÉS LORS DES DISCUSSIONS DANS LE CADRE DU DIALOGUE**

1. Dans le cadre des travaux du Dialogue, les délégations et les parties prenantes ont largement présenté les politiques et approches concernant les plastiques et liées au commerce suivies par leur pays pour promouvoir des produits de remplacement des plastiques et des substituts non plastiques écologiquement durables, sûrs et efficaces, ainsi que d'autres biens, services et technologies pertinents. Il a été rendu compte de ces discussions dans les résumés informels et aide-mémoire établis par les coordonnateurs et les facilitateurs du Dialogue, dans les documents de séance contenant des études et des exposés produits pour les réunions ainsi que dans le résumé factuel des discussions techniques au titre de l'axe de travail sur la promotion ([INF/TE/IDP/RD/88/Rev.1](#)).<sup>5</sup> Les délégations ont en outre présenté les mesures concernant les plastiques et liées au commerce adoptées par leur pays dans le cadre d'une enquête spécifique, dont les résultats ont été compilés dans le rapport du Dialogue sur les mesures concernant les plastiques et liées au commerce ([INF/TE/IDP/W/11](#)).

2. Conformément à ces travaux, et compte tenu de la nécessité d'actualiser périodiquement cette compilation en fonction des résultats mondiaux, régionaux et nationaux et des efforts visant à identifier les solutions qui permettent d'obtenir les meilleurs résultats socioéconomiques et environnementaux, du point de vue du cycle de vie, y compris dans le cadre d'autres processus internationaux, ainsi que des évolutions techniques et scientifiques, la compilation ouverte, exemplative, non exhaustive et évolutive ci-après a été élaborée sur la base des biens, matériels et services spécifiques les plus souvent identifiés dans les mesures concernant les plastiques et liées au commerce et lors des discussions dans le cadre du Dialogue:

- a. Substituts non plastiques spécifiques mentionnés par les mesures concernant les plastiques et liées au commerce et cités lors des discussions dans le cadre du Dialogue:

Abaca (chanvre de Manille)	Biomasse d'algues/algues marines (brunes, rouges, vertes)	Aluminium
Feuilles d'areca	Bois de balsa	Bambou
Bananiier/bananiier plantain (feuilles, tiges, pseudo-troncs ou fibres)	Sous-produits du prêt-à-porter ("jhoot")	Coque dure de calebasse
Caséine	Cellulose (fibre, nanofibres)	Céramique
Argile	Coques de noix de coco	Fibres de coco
Liège	Enveloppes de maïs, autres sous-produits	Linters de coton
Duvet	Peau ou résidus de poisson	Lin
Écorces de fruits	Verre	Déchets de raisin
Foin	Chanvre	Jute
Cuir	Lin	Cellulose microbienne de légumes et bactéries diverses
Myrte	Résines et matériaux à base de champignons	Cires naturelles (par exemple cire d'abeille)
Orties	Palmier	Papier (carton)
Feuilles d'ananas	Déchets végétaux	Rotin
Rayon	Rayonne	Papier de riz
Soie	Sisal	Acier
Paille	Pulpe de sucre de canne – bagasse	Déchets de tofu
Blé (fibre, papier, son, tiges)	Trèfle blanc	Bois (écorce, pulpe, copeaux)
Laines (par exemple alpaca, angora, cachemire, mouton)	Fibres naturelles (fibres végétales; fibres animales)	Matières minérales

Technologies pertinentes pour la production de substituts non plastiques

<sup>5</sup> Ces documents sont disponibles sur le site Web consacré au Dialogue: [https://www.wto.org/french/tratop\\_f/ppesp\\_f/xppesp\\_f/ppesp\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/ppesp_f/xppesp_f/ppesp_f.htm).

- b. Produits de remplacement des plastiques spécifiques mentionnés par les mesures concernant les plastiques et liées au commerce et cités lors des discussions dans le cadre du Dialogue:
- plastiques biodégradables (en mer, naturellement, commercialement)
  - biopolyéthylène basse densité (Bio PE-LD)
  - bioplastiques
  - biopolypropylène
  - résines à base de maïs
  - polyéthylène à faible densité (usage multiple)
  - polybutylène succinate (PBS)
  - acide polylactique (PLA) et acide polylactique cristallisé (CPLA)
  - PET recyclé et autres matières plastiques recyclées et marchandises contenant du plastique recyclé
  - matières plastiques et résines (facilement, commercialement, effectivement) recyclables
  - technologies pertinentes pour la production de produits de remplacement des plastiques et satisfaisant aux normes/prescriptions relatives à la teneur en matières recyclées
- c. Services mentionnés par les mesures concernant les plastiques et liées au commerce et cités lors des discussions dans le cadre du Dialogue:
- systèmes de recharge et de nettoyage des bouteilles et autres contenants de biens de consommation
  - emballages réutilisables/consignés (pour produits alimentaires à emporter)
  - services d'étude des impacts social et environnemental
  - services de suivi, de ségrégation, de traçabilité et d'identification
  - location, crédit-bail et autres systèmes de produits/services
  - services d'étiquetage, de certification et d'évaluation de la conformité (par exemple en ce qui concerne la compostabilité commerciale)
  - écoconception, recherche et développement de produits
  - systèmes de retour et de remboursement (par exemple systèmes de consigne des bouteilles et boîtes)
  - processus de surcyclage
  - services de recherche et développement
  - services de tri, de démontage, de remanufacturation et de recyclage postconsommation
  - récupération, collecte et gestion des déchets
  - services de nettoyage
-

## **COMPILATION FACTUELLE VI – COMPILATION OUVERTE, EXEMPLATIVE, NON EXHAUSTIVE ET ÉVOLUTIVE DES MESURES CONCERNANT LES PLASTIQUES ET LIÉES AU COMMERCE EN MATIÈRE DE PROMOTION ET AUTRES APPROCHES**

1. Dans le cadre des travaux du Dialogue, les délégations et les parties prenantes ont largement présenté les politiques et approches concernant les plastiques et liées au commerce suivies par leur pays pour promouvoir un commerce écologiquement durable. Il a été rendu compte de ces discussions dans les résumés informels et aide-mémoire établis par les coordonnateurs et les facilitateurs du Dialogue, dans les documents de séance contenant des études et des exposés produits pour les réunions ainsi que dans le résumé factuel des discussions techniques au titre de l'axe de travail sur la promotion ([INF/TE/IDP/RD/88/Rev.1](#)).<sup>6</sup> Les délégations ont en outre présenté les mesures concernant les plastiques et liées au commerce adoptées par leur pays dans le cadre d'une enquête spécifique, dont les résultats ont été compilés dans le rapport du Dialogue sur les mesures concernant les plastiques et liées au commerce ([INF/TE/IDP/W/11](#)).

2. Conformément à ces travaux, et compte tenu de la nécessité d'actualiser périodiquement cette compilation en fonction des efforts et des résultats mondiaux, régionaux et nationaux, y compris dans le cadre d'autres processus internationaux, ainsi que des évolutions techniques et scientifiques, la compilation ouverte, exemplative, non exhaustive et évolutive ci-après a été élaborée sur la base des mesures spécifiques concernant les plastiques et liées au commerce les plus souvent identifiées dans l'enquête sur les mesures concernant les plastiques et liées au commerce et lors des discussions dans le cadre du Dialogue:

3. Types de mesures concernant les plastiques et liées au commerce les plus souvent identifiés dans l'enquête et cités lors des discussions dans le cadre du Dialogue (par ordre de fréquence):

- a. Règlements ou spécifications techniques (et procédures d'évaluation de la conformité connexes), visant généralement les objectifs suivants:
  - promotion des substituts non plastiques et des produits de remplacement des plastiques (par exemple en imposant une teneur minimale en matières recyclées ou certaines caractéristiques préférables telles que la facilité de recyclage, de compostage ou la dégradabilité, en imposant des restrictions à certaines marchandises tout en exemptant expressément les substituts non plastiques et/ou les produits de remplacements des plastiques ou en exigeant des étiquettes pour informer les consommateurs);
  - promotion de technologies pour la gestion des déchets et autres utilisations (par exemple en imposant des exigences minimales de performance pour les processus de recyclage ou des prescriptions en matière d'écoconception et de circularité dans le cadre d'un effort plus large de développement des technologies);
- b. Interdictions/prohibitions, visant généralement les objectifs suivants:
  - promotion des substituts non plastiques et des produits de remplacement des plastiques (avec par exemple des exemptions expresses des produits de substitution et/ou de remplacement, souvent associées à un effort plus large de développement des technologies);
- c. Mesures de soutien, y compris dons et versements directs, préférences en matière de marchés publics, allègements fiscaux et soutien non monétaire (par exemple services de conseil et de recherche-développement, labels de certification ou de reconnaissance publics, campagnes de sensibilisation et mise à disposition d'infrastructures de collecte et de gestion des déchets), visant généralement les objectifs suivants:
  - promotion des substituts non plastiques et des produits de remplacement des plastiques, souvent en ciblant spécifiquement la question des plastiques à usage unique (par exemple recherche et développement de nouvelles technologies, de produits de remplacement et de substituts non plastiques durables, y compris par le

<sup>6</sup> Ces documents sont disponibles sur le site Web consacré au Dialogue:  
[https://www.wto.org/french/tratop\\_f/ppesp\\_f/xppesp\\_f/ppesp\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/ppesp_f/xppesp_f/ppesp_f.htm).

- biais de subventions et de concours en matière d'innovation, ou de systèmes de passation des marchés publics comprenant des prescriptions obligatoires ou préférentielles pour les produits de remplacement et les substituts non plastiques de certains produits en plastique ainsi que les emballages réutilisables, ou imposant une teneur minimale en matières plastiques recyclées);
- promotion de modèles de réutilisation et de recharge (par exemple en finançant ou en mettant à disposition des services de collecte et de nettoyage);
  - promotion de technologies pour la gestion des déchets et autres utilisations (par exemple installations de production d'énergie ou de combustibles à partir de déchets et d'autres systèmes d'utilisation des ressources, ou recyclage de certains produits en plastique, tels que les emballages et les films à usage agricole)
- d. Taxes intérieures, y compris taxe sur la valeur ajoutée, impôt sur le revenu, taxes environnementales visant certains produits (redevances/prélèvements sur les emballages ou les déchets) et contributions sectorielles spécifiques (par exemple dans le cadre des systèmes de REP), visant généralement les objectifs suivants:
- promotion des substituts non plastiques et des produits de remplacement des plastiques (avec par exemple des exemptions expresses des produits de substitution et/ou de remplacement, ou l'application de taxes différenciées, souvent associées à un effort plus large de développement des technologies).
-